

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Article 35

Les « frappes » infligées le 14 avril à la Syrie sur ordre de Donald Trump, de Teresa May et d'Emmanuel Macron sont des bombardements. Le bombardement du territoire d'un Etat souverain est un acte de guerre. L'article 35 de notre Constitution dit au premier alinéa que « la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement ».

Autoriser une guerre implique des débats et des votes au Parlement AVANT que les opérations soient lancées. Le premier alinéa de l'article 35 n'est plus respecté depuis le début du siècle. Les autres alinéas non plus puisque le Parlement n'a pas donné son autorisation à la poursuite des opérations de l'armée française au Sahel.

Emmanuel Macron ne respecte pas la Constitution. Il ne respecte pas plus le droit international puisque le bombardement de la Syrie s'est fait sans mandat de l'ONU. Quant à la morale, elle ne saurait être invoquée en la circonstance. La morale vaut pour tous, ou elle n'est rien. Si l'on punit Assad qui martyrise des populations vivant sur le territoire syrien, il faut punir Salman qui martyrise des Yéménites. Or l'Arabie saoudite est notre allié, notre client, qui finance massivement la propagande salafiste...

Populisme de gauche

Quelle stratégie ?

Social

L'offensive
Macron

p. 4

Idées

Michel
Foucault

p. 9

Quel dur métier !

La presse espagnole, unanime, condamne l'attitude de Letizia. Il est reproché à l'épouse de Philippe VI de manifester trop ostensiblement des aspirations personnelles et de ne pas avoir conscience des charges qui s'imposent d'ores-et-déjà à ses filles, pour le service de la Couronne.

Un journaliste du quotidien conservateur *El Mundo* a tranché : le mépris affiché par la reine d'Espagne vis-à-vis de sa belle-mère, à l'intérieur de la cathédrale de Palma, le 1^{er} avril dernier, est plus grave pour l'avenir de la Couronne que les manifestations des indépendantistes catalans qui brûlent le portrait du roi. Le propos peut surprendre. Il reflète, néanmoins, l'opinion unanime de la presse espagnole. Ce n'est pas la première fois que l'on tombe à bras raccourcis sur la roturière qui a épousé, en 2004, le prince héritier. Mais, cette fois-ci, il s'agit de mettre en garde l'institution royale contre tout nouvel impair, alors que la démocratie espagnole traverse la plus grave crise politique qu'elle ait connue depuis le retour à la démocratie.

Que s'est-il donc passé ? Sur les réseaux sociaux de l'internet, a été massivement relayée une vidéo prise par un amateur montrait la reine d'Espagne s'interposer physiquement entre le public et la reine

émérite Sophie, afin d'empêcher que cette dernière ne soit photographiée avec ses filles les infantes Léonor et Sophie. Cette manifestation d'une humeur toute personnelle a été jugée comme une atteinte intolérable à l'unité de la Couronne, que les souverains régnants comme les parents du roi Philippe VI doivent incarner. Le quotidien *El País*, qui consacre sa une et deux pages entières à l'affaire, rappelle les particularités d'une institution qu'il est toujours



L'accession au Trône, le 19 juin 2014

difficile à conseiller. Il s'agit de servir à la fois un monarque, un chef de l'État et une famille (1). Face à cette difficulté, la presse a cru bon faire entendre sa voix, comme pour appuyer ce que les conseillers de la Maison du roi ont peut-être du mal à faire entendre à une maîtresse femme. Deux reproches sont principalement fait à celle qui, malgré

son statut de consort, doit faire le don absolu d'elle-même à l'intérêt général.

Le premier est d'avoir donné une image de désunion, alors que, pour la première fois depuis de long mois une photo de famille devait réunir le roi émérite Juan Carlos, le roi Philippe VI et les autres membres de la famille royale. Quels que soient ses sentiments, il était du devoir de la reine Letizia de se montrer heureuse de cette situation, qui normalisait la succession monarchique qui eût lieu en 2014.

Le second est, une fois de plus, d'avoir considéré qu'elle était en droit de limiter la diffusion de l'image de ses deux filles, qui incarnent l'avenir du pays. *El País* a jugé bon de révéler, pour mettre un terme à cet abus d'influence, un incident survenu il y a plus d'un an, entre la reine et une vieille dame venue assister à une cérémonie officielle. Constatant qu'une fois de plus la reine cherchait à empêcher des prises de vues du public, cette personne lança à Letizia : « Mais l'aînée sera reine, et il faut que nous la connaissions pour que nous commençons à l'aimer ». Tel autre organe de presse fait remarquer que le rôle de reine ou de conjointe du Prince n'est pas une fonction que l'on peut exercer entre onze heures du matin et quatre heures de l'après-midi, avant de rentrer chez soi. C'est une charge qu'il faut assumer, sans repos, du matin au soir. Sophie, fille, épouse et mère de roi le sait depuis toujours. La reine Letizia est en train de l'apprendre.

Christophe BARRET

(1) Cf. *El País* (édition Europe) du 8 avril, p. 29

SOMMAIRE

P1 - Cible : Article 35 - P2 : Reine d'Espagne - Un dur métier ! - P3 : Syrie : Nous avons les preuves... - Écho des blogs : Macron philosophe - P4 : Guerre sociale - L'offensive Macron - P5 : Orient. Suite syrienne - P6 - 7 : Populisme de gauche : Question de stratégie - P8 : Hauts fonctionnaires : Jauvert en son bazar - Revue : Histoire du peuple - P9 : Idées : Foucault chez les Pères de l'Église - P10 : Poésie persane : Daryush Shayedegan - p11 : Brèves : Roumanie, Japon, Royaume-Uni, Brésil - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - Souscription 2018 - P12 : Éditorial : Feu sur le parlement

«Nous avons les preuves...»

Et à ce moment-là Jean-Pierre, du tac au tac, en interviewer incisif que rien n'effraye : « Oui, monsieur le président, et on est obligés de vous croire sur parole », après une demi-douzaine d'entubages du même genre depuis le Kosovo ?

Et Jean-Pierre d'enchaîner aussitôt, avec l'intrépidité et l'absence de révérence qui le caractérise : « Au Yémen, monsieur le président, que pensez-vous des massacres commis avec des armes françaises sous les ordres du prince héritier d'Arabie Saoudite que vous receviez hier avec tant de déférence ? »

Puis Jean-Pierre, n'écoutant que son courage et sa déontologie : « Pourriez-vous, monsieur le président, expliquer aux Français, pourquoi vous avez récemment accueilli, et si cordialement, à l'Élysée, le pseudo-président du pseudo-État du Kosovo, que ne reconnaissent ni l'ONU ni l'Union européenne, cet Hashim Thaçi, soupçonné de trafic d'organes prélevés sans anesthésie sur des prisonniers serbes vivants, civils et militaires, qui n'a échappé au Tribunal pénal sur l'ex-Yougoslavie que par la disparition ou la rétractation providentielle des témoins de l'accusation, chef d'un État mafieux, plaque tournante des trafics d'êtres humains, de drogue et d'armes qui irriguent nos banlieues, État qui abrite en outre sur son territoire des camps d'entraînement de Daesh ? »

Enfin, Jean-Pierre, répudiant tout reste de pusillanimité, intrépide comme on le connaît : « Et sur les continuelles provocations turques à l'égard de la Grèce et de Chypre, États de l'UE, de la part de la Turquie que l'UE finance à fonds perdus au titre de sa préadhésion et de son chantage aux migrants, alors qu'elle liquide, grâce à cet argent que nous lui versons, nos alliés kurdes de Syrie après leur avoir tiré dans le dos durant des années et soutenu par tous les moyens imaginables ce Daesh dont la même Turquie réorganise et réarme aujourd'hui les rescapés afin d'en faire des suppléants de son armée, qu'auriez-vous à dire aux Français ? »

Vous comprenez, maintenant, pourquoi j'ai fait romancier ?

Olivier DELORME

Macron philosophe

Sur le site *Atlantico.fr* (1), Herdé (pseudonyme) s'attache à démythifier l'« Emmanuel Macron philosophe » que lui-même et ses soutiens ont savamment fabriqué.

Nous vous proposons de déguster ce menu de morceaux choisis... Apéritif : « Plus charpentées, les références à son « maître » Paul Ricœur ne surprennent pas. Mais, (...) la supposée familiarité d'Emmanuel Macron avec l'auteur n'empêche pas les contresens. Ricœur avait distingué la laïcité « d'abstention » et la laïcité « de confrontation ». Pour le président, il s'agirait de privilégier cette dernière, qui laisse les différentes croyances religieuses nourrir le débat public, sur la première, « où chacun vit sa foi chez soi ». (...) L'État était précisément censé respecter la laïcité d'abstention, ce qu'Emmanuel Macron ignore en faisant la promotion (...) d'une laïcité de confrontation. Cette distinction conceptuelle n'est pas sans conséquences politiques : entre un État qui prône la confrontation ouverte des idées religieuses et un État qui privilégie la discrétion des religions dans l'espace public, il y a un gouffre lourd de conséquences. »

Entrée : « Il y a d'abord les citations à la fois inutiles et erronées qu'il jette dans ses discours par pédanterie ratée. (...) Il cite le principe d'« effectivité » de Simone Weil, qui lie l'action à des obligations morales, et l'oppose à la simple efficacité, qui peut être mise « au service d'une mauvaise cause » (...) Simone Weil, qui avait travaillé à l'usine pour comprendre de l'intérieur le sort des opprimés, n'aurait sans doute guère apprécié d'être utilisée par un homme politique méprisant les ouvrières « illettrées », recommandant aux prolétaires de « travailler pour s'acheter un costard » et opposant sans complexe « les gens qui réussissent » à ceux « qui ne sont rien ».

Plat de résistance à propos d'Habermas : « (...) il existe également une proximité idéologique certaine entre les deux hommes. Habermas est le penseur de l'anti-État-nation. D'après lui, les peuples ne devraient pas se sentir attachés à leur pays, à leur histoire, et encore moins à leur identité. Ils devraient cultiver ce qu'il appelle un « patriotisme constitutionnel », c'est-à-dire un pur attachement aux droits individuels garantis par la démocratie – et rien d'autre. (...) Emmanuel Macron n'est pas éloigné de cette philosophie lorsqu'il proclame qu'il n'y a « pas une culture française » ou qu'il en appelle à une Europe quasi-fédérale. (...) ».

Dessert : « Article après article, livre après livre, certains cherchent à déceler en Emmanuel Macron une pensée mystérieuse, spirituelle, profonde, dont on aurait encore du mal à saisir la nouveauté (...). Ces efforts masquent mal la triste vérité : les idées du président sont confondantes de banalité. C'est la pensée moyenne d'un élève de l'ENA. La France est difficile à réformer. Notre modèle social n'est plus performant. La société est bloquée par les conservatismes. »

Loïc de BENTZMANN

(1) www.atlantico.fr/decryptage/pour-en-finir-avec-mythe-emmanuel-macron-philosophe

L'offensive Macron

Il est difficile de dire aujourd'hui comment et quand se terminera la crise politique inaugurée en Italie par les élections générales du 4 mars. Tout juste est-il possible d'avancer des hypothèses sur ce qu'ont voulu exprimer les Italiens en votant massivement pour des partis antisystèmes et d'évoquer les pistes en vue d'une sortie de crise.

La guerre sociale s'intensifie. L'Élysée cherche une victoire définitive contre les organisations syndicales afin d'imposer aux Français l'anti-modèle social voulu par le capitalisme financier et dicté par la Commission européenne.

Quant à Emmanuel Macron, ce n'est pas Jupiter qu'il faut évoquer mais Janus le dieu à double face. Sur la scène mondiale, l'homme n'est que le supplétif des États-Unis et de l'Otan. Sur l'estrade bruxelloise, il n'est que le commis de la Commission européenne, qui exécute avec zèle ses directives – aujourd'hui celle de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire. S'humiliant devant Trump, s'abaissant devant Juncker, Emmanuel Macron abaisse la France et humilie les Français.

Dans l'arène nationale, ce n'est toujours pas Jupiter qu'on voit se déplacer, des Bernardins à l'école maternelle de Berd'huis, mais un bretteur habile qui a entrepris de terrasser ses adversaires les uns après les autres. Pour ses rivaux politiques, c'est fait : Fillon est cadavérisé, Hamon est à terre, Le Pen a été sévèrement étrillée et Mélenchon tenu à distance. Tout en menant une opération de séduction des « religieux » réduits à des communautés sur le mode état-unien, Emmanuel Macron s'attaque aux bastions syndicaux en commençant par la SNCF. But : mater la CGT

et Sud, avant de s'attaquer aux résistances syndicales de la fonction publique et de laisser le champ libre au syndicalisme de collaboration – à la CFDT. Notons que dans la « bataille du rail », Laurent Berger est bien embêté : il ne peut pas lancer le processus de négociations-reddition dans lequel sa confédération excelle, car la CFDT-cheminots est résolument engagée dans la lutte aux côtés de la CGT et de Sud-Rail.

Comme l'Élysée redoute que les étudiants et les lycéens rejoignent les syndicalistes comme en 2006 et en 2010, le gouvernement envoie la police dans les facultés occupées pour liquider le mouvement de contestation. But : favoriser dans l'université le syndicalisme gestionnaire que tente d'installer la FAGE qui est une annexe de la CFDT.

Si le syndicalisme de résistance est battu à la SNCF, dans la fonction publique générale et dans la fonction publique hospitalière, Emmanuel Macron pourra continuer à mettre en œuvre un programme qui repose sur trois convictions : défense inconditionnelle du libre-échange, adhésion résolue au système de l'euro-mark, promotion du travail individualisé à l'extrême sur le modèle d'Uber. Comme l'expliquait Frédéric Farah dans nos colonnes (« Royaliste » N° 1133) Emmanuel Macron, comme ses prédécesseurs, comme la Commission de Bruxelles, est totalement soumis à la logique du capitalisme financier : puisque les capitaux passent les frontières quand ils veulent pour se placer où ils veulent, il faut adapter le travail et la protection sociale qui sont fixés sur le territoire national, à cette mobilité.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre la phrase prononcée par Emmanuel Macron lors de son entretien avec Jean-Pierre Pernaut le 12 avril : « les riches n'ont pas besoin de Président, ils se défendent très

bien tout seuls ». Les riches étrangers – le Capital financier – n'ont pas besoin de président de la République, ni de la France car ils se déplacent dans le monde au vu des critères de rentabilité. Mais les riches de nationalité française ont besoin d'Emmanuel Macron – la preuve c'est qu'ils l'ont financé – parce que c'est lui qui fait voter les lois qui favorisent les fortunes mobilières, qui organisent la privatisation par étapes de la protection sociale et qui réduisent l'Etat social à un filet minimum de sécurité. Quoi qu'il en dise, Emmanuel Macron est et demeurera le président des riches. Les discours sur la compétitivité et sur l'attractivité sont faits pour enrober cette soumission totale au capitalisme financier : on invoque une logique économique supposée inflexible pour faire accepter les ordonnances qui flexibilisent le travail et qui dynamitent les services publics.

Fabrique par la Commission, l'argumentaire n'est pas plus nouveau que l'idéologie ultralibérale. Tout cela a été débité avec plus ou moins d'aisance par Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande. Emmanuel Macron y ajoute une touche d'intellectualité, en faisant recycler ses vieilles notes de cours par ses scribes. Ayant démontré sa supériorité conceptuelle, le « président Wikipédia » comme le surnomme Gaël Brustier dans *Marianne* (13-19 avril) peut développer une empathie tous azimuts : après avoir dit aux catholiques combien il appréciait le supplément d'âme qu'ils apportaient et combien il apprécierait que l'Eglise soit « En Marche » avec lui, il a remercié les retraités de s'être laissé taxer – comme s'ils pouvaient s'y opposer ! Qu'importe : le bretteur s'est mué en moraliste, goûtant au plus haut point que, chez nos bons vieux de France, l'esprit de sacrifice l'ait emporté sur l'esprit de jouissance.

C'est ainsi selon ces mots d'ordre et ces procédés que la macronie mène sa guerre sociale totale. Il ne faut rien lui céder.

Sylvie FERNOY

Suite syrienne

Aborder l'Orient compliqué avec quelques idées simples n'a jamais rien résolu en Syrie. La seconde guerre commencée en février devient l'otage de la grande géopolitique.

Quand de Gaulle parlait d'Orient, il s'agissait déjà de la Syrie (l'Orient français). Ce ne fut pas un succès. La Syrie n'a jamais réussi à personne. Nasser lui-même s'y est cassé les dents (comme sur le Yémen). Turcs, Iraniens et Russes semblent en première ligne pour le partage. Mais Washington (avec ses alliés israélien et séoudien) n'a pas dit son dernier mot.

De Tillerson et McMaster à Pompeo et Bolton, les récents changements de personnel aux Affaires étrangères et au Conseil de sécurité nationale marquent un changement de pied dans la gestion américaine de la crise. Trump a réalisé que la lutte sur le terrain est secondaire. Aider les Kurdes comme hier les tribus sunnites en Irak c'est retarder d'une guerre. Le président croit avoir une meilleure arme qui est d'attaquer directement à la tête : à Téhéran. Deux mille soldats des forces spéciales dans le désert syrien ne feront pas la différence. La révocation de l'accord nucléaire iranien, de l'avis de Trump, déstabilisera le pouvoir iranien. Son prestige déclinera, ce qui se ressentira aussitôt sur le Hezbollah libanais et les milices chiites en Syrie.

Trump a d'ores et déjà pris sa décision. Pour des raisons à la fois régionales et internationales. Le 12 mai, date à laquelle l'exécutif américain doit renouveler la levée des sanctions, coïncide avec les élections en Irak. L'influence directe de Téhéran semble y avoir beaucoup reculé après les succès de l'armée

irakienne à Mossoul et à Kirkouk. Un nouveau nationalisme irakien est réapparu qui relativise le rôle des Peshmerga kurdes et des milices chiites, de manière générale les appartenances tribales et religieuses, et renforce le centre. Bagdad reprend l'avantage sur Téhéran et Damas, y compris économiquement.

L'Irak peut redevenir un État-tampon solide entre Iran et Syrie. L'Est de l'Euphrate, depuis la chute de Daech, forme un continuum avec le nord irakien. Washington y a ainsi empêché en février une tentative de reconquête de Deir-ez-Zor par un groupe irano-russe au profit du régime de Damas.

Corrélativement, à l'ouest de l'Euphrate, Washington semblerait maladroitement indiquer que tout est permis. D'où la réaction de Trump face à une nouvelle attaque chimique. Cette dernière peut avoir été de la part de l'Etat-Assad une cynique manière de tester à nouveau les intentions américaines comme avec Obama en 2013. Les Russes étaient alors venus à la rescousse de Damas et avaient pu ainsi s'introduire dans le jeu en arbitres. Ce ne serait plus le cas aujourd'hui. Par la menace qu'il fait peser sur Téhéran, Trump estime avoir repris la main. L'Iran affaibli sera dans une dépendance stratégique accrue à l'égard de Moscou, ce qui se ressentira aussi sur le terrain syrien. Par ses provocations insensées, Assad croit enfermer Poutine dans une solidarité indéfectible. C'est un jeu dangereux qui peut fonctionner dans l'immédiat mais ne sera pas oublié si jamais une alternative se présentait dans l'avenir. Poutine n'est lié par personne.

Quant aux Kurdes, ils restent la variable d'ajustement. Leur rôle dans ce grand jeu n'est que de tenir

les Turcs en lisière, ce qui permet de laisser Ankara s'épuiser sur leurs frontières, assez mais pas trop. Car par rapport à Assad et à Téhéran, il vaut mieux toujours avoir les Turcs en réserve. Ils sont les seuls sur le terrain à véritablement tenir la Syrie de demain en respect. Les Américains et les Russes sont d'accord sur ce point. Les Kurdes, ainsi occupés ailleurs, auront à progressivement céder certaines de leurs positions évolutives par nature – car situées pour la plupart hors de leurs zones traditionnelles – et de préférence se regrouper eux aussi à l'Est.

Trump ne veut pas se laisser embourber au Proche et au Moyen-Orient qu'il considère comme une diversion par rapport à la Chine. La décision sur l'accord iranien ne sera pas en définitive prise par les considérations syriennes qui précèdent même si elles existent, mais par rapport à l'effet attendu sur le dirigeant nord-Coréen. La nomination de Bolton n'a pas d'autre sens. Elle consiste à faire peur à Kim Jong Un. Déchirer l'accord de Genève (quitte à le reprendre plus tard) serait un signe majeur sur la résolution de Trump.

Il ne faut pas surestimer le théâtre syrien en dépit de ses atrocités. Il ne va pas changer le sort du monde, ni même le destin de l'Orient. D'ailleurs, le jeu y est de moins en moins étatique et de plus en plus mafieux. Parle-t-on de Turquie, d'Iran et de Russie ou plutôt de grandes et petites compagnies, de mercenaires, d'hybrides ? Pour que le trésor exploité hier par l'Etat Islamique ne soit pas partagé de cette façon, il deviendrait urgent qu'une tierce partie relativement désintéressée (L'Union européenne ?) commence à reconstruire. L'Irak est à cet égard un modèle.

Yves LA MARCK

Questions de stratégie

Nous suivons avec intérêt les débats au sein de la mouvance qui se définit comme « populiste de gauche ». Les questions disputées sont plus tactiques que stratégiques. Le grain de sel royaliste, ni « populiste », ni « de gauche », est placé ici pour rappeler qu'il n'y aura pas de rassemblement national ni de conquête du pouvoir sans engagements fermes sur des objectifs précisément hiérarchisés.

Face aux offensives ultralibérales, il était permis de reprendre espoir voici quelques années. Les socialistes étaient allés jusqu'au bout de leurs reniements, les communistes avaient disparu ou s'étaient paralysés mais une nouvelle gauche, dite « radicale », était apparue au Sud de l'Europe et avait très vite obtenu de beaux succès. C'est aujourd'hui la déception. En Grèce, la direction de Syriza, qui avait conquis le pouvoir et qui avait été confortée par référendum, a délibérément trahi le peuple et obéit sans ciller aux diktats de Berlin et de Bruxelles. En Espagne, Podemos n'a pas réussi à effacer le Parti socialiste et voit son avenir fortement compromis depuis que ce parti n'a pas pu définir une ligne claire dans la crise nationale provoquée par les initiatives des indépendantistes catalans. En Italie, le mouvement Cinq Étoiles semble vouloir sacrifier sa radicalité sur l'autel bruxellois.

Pourtant, à l'opposé des sociaux-démocrates, les dirigeants des gauches radicales européennes sont pour la plupart des intellectuels solides, élevés dans la discipline marxiste, nourris de Gramsci et aguerris au fil de maints combats. Or les militants grecs ont rendu les

armes après six mois de résistance et leurs camarades espagnols se replient dans un désordre marqué par l'opposition entre Pablo Iglesias et Íñigo Errejón. En France, certains députés de la France insoumise mènent à l'Assemblée des combats bien pensés tandis que Jean-Luc Mélenchon séduit et déçoit, alternativement. Alors, dans l'attente des prochaines batailles électorales, les populistes de gauche, mélenchoniens ou non, affirment vouloir reconquérir « l'hégémonie culturelle » et discutent de la tactique : faut-il « construire un peuple » ou réunir la gauche ?

Tel que l'expliquent Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (1), le populisme de gauche constate l'hégémonie néo-libérale et dénonce sa volonté de remplacer la souveraineté populaire par la souveraineté du marché et de la gouvernance technocratique. Il s'agit donc d'établir la ligne de front entre le groupe dominant et le peuple, défini comme une collectivité politique alors que les populistes de droite donnent du peuple une définition ethnique. « Construire le peuple », pour les populistes de gauche, c'est créer une volonté collective au-delà des « demandes sociales » et la diriger contre les dominants. Cette « construction » englobe la lutte des classes mais ne s'y réduit pas ; c'est un projet de gauche – « reformuler l'idéal socialiste en termes de radicalisation de la démocratie », dit Chantal Mouffe – mais la mobilisation des victimes de l'ultralibéralisme implique un rassemblement au-delà de la gauche. Ce rassemblement vise à obtenir « l'hégémonie culturelle », définie par Gramsci comme un « bloc historique ». Ce bloc social est composé de plusieurs groupes et classes capables de rem-

placer ce qu'on appelle aujourd'hui « l'oligarchie », « la caste » ou le « bloc bourgeois ».

Les populistes de gauche ne sont pas toujours d'accord entre eux (2). Il y a des différences entre les européens et les latino-américains marqués quant à eux par le péronisme. Il existe des oppositions en Espagne entre des dirigeants « communistes » assez fidèles à la théorie marxiste des classes et d'autres, « péronistes », qui prônent l'alliance des classes victimes de la mondialisation contre la « caste ». Chantal Mouffe, quant à elle, prend au sérieux le sentiment d'appartenance nationale et le rapport au *lídér* charismatique – ce qui n'est pas le cas de tous les populistes. En France, il y a par ailleurs un débat tactique sur le point de savoir si l'alliance à gauche doit être privilégiée par rapport au débordement de la gauche ou l'inverse.

Les populistes de gauche discutent savamment sur les « affects » et sur les « signifiants vides » - le bien commun entrerait dans cette catégorie – mais il ne faut pas se laisser impressionner. « Construire un peuple », c'est tout simplement proposer un ensemble d'idées sur le pouvoir, la société, les relations internationales... afin de réunir le plus grand nombre possible de citoyens - ce que font tous les partis politiques dignes de ce nom. Que ce corpus idéologique soit mêlé à des sentiments, par exemple le patriotisme, ou la passion de l'égalité, c'est une autre banalité. En revanche, on ne sait pas si le « sens commun » cher aux lecteurs de Gramsci est une donnée ou une construction, une sorte de sagesse populaire ou au contraire une idéologie mobilisatrice insufflée aux opprimés par les « intellectuels organiques ». Selon Gaël Brustier, « l'intérêt des dominés, du peuple, des classes populaires, des citoyens, selon le terme que l'on choisit, se construit intellectuellement, culturellement, socialement, 20 » (3)



En 2015, dans ce défilé du 1^{er} mai à Séville, l'ascension de Podemos semble inexorable

alors que d'autres intellectuels affirment qu'il ne faut pas évoquer certains thèmes – notamment la sortie de l'euro – pour ne pas heurter le sens commun.

Les difficultés théoriques soulevées par le populisme de gauche n'empêchent pas ses succès tactiques mais expliquent ses échecs. Nous avons vu Jean-Luc Mélenchon lancer la France insoumise et reprendre à Marine Le Pen la fonction tribunitienne puis entrer à l'Assemblée nationale avec des députés tel François Ruffin et Adrien Quatennens qui combattent pour la justice sociale. Mais la France insoumise reste un tissu de contradictions insurmontables entre diverses fractions de la vieille gauche radicale – le fond de sauce trotskyste ne pouvant s'accommoder avec le patriotisme de gauche que sous l'égide d'un chef qui gâche ses multiples talents dans le sectarisme et l'impulsivité.

Nous avons dit lors de la campagne présidentielle qu'il était inconséquent de présenter deux projets à la fois – la sortie des traités européens et la « VI^e République » – mais depuis septembre 2017 nous voyons un Jean-Luc Mélenchon cyclothymique s'en tenir à une tactique de résistance parfois solitaire et aventuriste, parfois « unitaire » puisqu'on le voit aujourd'hui aux côtés du Parti communiste et du NPA contre la réforme de la SNCF sous l'œil plus que méfiant des syndicats. Le chef de la France insoumise s'inscrit sans conteste dans la tradition de la gauche française mais il est incapable de se mettre à la hau-

teur de Jaurès, de Blum, de Mendès-France ou même de Mitterrand et il ne parvient pas à formuler un « mythe », une grande idée fédératrice et mobilisatrice telles que naguère la Grève générale, le Grand soir communiste, le Front populaire pour le Pain, la Paix et la Liberté, le Programme commun. Avec les meilleurs intentions du monde, Jean-Luc Mélenchon risque fort d'entraîner le peuple qu'il a construit de bric et de broc dans des batailles électorales qu'il perdra – jusqu'à la campagne présidentielle de 2022 qu'il mènera brillamment, comme un baroud d'honneur puisqu'il entrera ensuite dans l'âge de la vieillesse. Il faudra alors attendre que se « construise » un nouveau chef qui construira un peuple...

Pour cesser de perdre du temps en laissant faire l'oligarchie, on peut réunir les éléments épars d'un programme de gouvernement dans un projet politique rigoureusement établi et clairement hiérarchisé afin que les étapes de l'offensive soient bien fixées. Le bien commun n'est pas un « signifiant vide » : il est énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans la Déclaration de Philadelphie, dans la Charte de La Havane – tous textes qui sont à reprendre et à prolonger. Les principes d'un nouvel ordre international sont compatibles avec notre Déclaration de 1789 et avec le Préambule de 1946. C'est sur ce corps de principes universalistes que nous pouvons réaffirmer une politique nationale sans perdre de vue la réorganisation de l'Europe continentale : souveraineté de la

nation française, nationalisation des secteurs-clefs, planification écologique, redistribution du revenu national selon le principe de justice... Ce programme commun peut rassembler les gaullistes, les socialistes et les communistes patriotes qui militent sous diverses étiquettes. Le « moment populiste » se transformerait alors en moment gaullien et nous pourrions retrouver la dynamique du Pôle républicain de 2001-2002.

Ce rassemblement doit présenter comme objectif prioritaire l'explosion de la zone euro et faire campagne sur l'acte libérateur de la destruction de la prétendue monnaie unique, instrument de la domination allemande et des dispositifs austéritaires. Cela signifie qu'on renonce à la fiction des plans A et B et qu'on cesse d'objecter que « les gens ne sont pas prêts ». Nous sommes bien placés pour le savoir : tous les argumentaires sont rédigés, partout disponibles et maintes fois explicités. Mais les théoriciens du populisme de gauche refusent de les utiliser pour expliquer à ce peuple qu'ils veulent construire comment le carcan monétaire oppresse les citoyens de multiples manières et comment il détruit la nation. Ils invoquent le respect du « sens commun » mesuré à l'aune des sondages mais ils n'osent avouer leur peur panique de paraître rompre avec l'internationalisme, d'être dénoncés comme nationalistes. On se veut radical mais on a peur de son ombre – je veux dire qu'on redoute de subir les remontrances d'Olivier Besancenot. On se prépare donc à de nouvelles défaites, faute d'avoir compris que la victoire appartiendra à ceux qui parleront le langage de l'État et de la nation.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Chantal Mouffe, Inigo Errejón, *Construire un peuple, Pour une radicalisation de la démocratie*, Le Cerf, 2017.

(2) Cf. le débat sur le populisme de gauche entre Philippe Arondel et Christophe Barret aux Mercadis de la NAR : www.youtube.com/watch?v=vMU-S4s2gwQ

(3) Gaël Brustier, *À demain Gramsci !*, Le Cerf, 2015.

Jauvert en son bazar

Trop réputé « spécialiste de l'investigation », Vincent Jauvert jette sous les yeux du lecteur des chiffres, des noms et des fonctions, « révèle » des situations archi-connues et emballe le tout dans une sociologie à l'emporte-pièce de la « Macronie ». Quel fouillis !

En deux ans d'enquête, Vincent Jauvert a collectionné plein de choses sur les hauts fonctionnaires. Puis il a déversé sa hotte dans un livre (1) qui dénonce les privilégiés de la haute fonction publique et le pouvoir en place depuis mai-juin 2017. On y cause de l'ENA, des Grands Corps, de la « noblesse d'État » - sans daigner expliciter le concept -, des émoluments des uns et des autres. Il y a plein de noms, de chiffres, et quelques confidences de personnages hauts placés. Costumé en inquisiteur, Vincent Jauvert dénonce tout et n'importe quoi.

C'est fort bien de fustiger les transgressions, encore faut-il exposer préalablement les règles qui sont transgressées. Avant de dénoncer le niveau d'une rémunération, il faut expliquer la grille indiciaire. Avant de fustiger les nominations au tour extérieur au Conseil d'État, à la Cour des Comptes... il faut en préciser les conditions et rappeler qu'il existe, en droit administratif, des recours pour excès de pouvoir.

Il est par ailleurs normal que l'ambassadeur de France en Afghanistan ait reçu, en 2012, 29 000 euros nets par mois, dont une indemnité de résidence de 23 000 euros calculées selon la dangerosité du poste et il eut été bon de rappeler que la vie de cet ambassadeur était en danger à chaque seconde pendant les années où il fut à ce poste. Il est non moins normal qu'un conseiller d'État se fasse mettre en détachement pour diriger un cabinet ministériel...

Il y a bien sûr des rémunérations excessives dans les entreprises publiques mais le véritable scandale, maintes fois dénoncé et perdu dans le fouillis étalé dans ce livre-souk, c'est le pantouflage des hauts fonctionnaires qui vont se mettre à la solde de banques ou de sociétés de conseil et qui leur livrent tout un capital de connaissances et de relations. En évitant d'opposer l'élite effective des serviteurs de l'État aux réseaux oligarchiques qui le détruisent, Vincent Jauvert fait salement le sale travail du démagogue.

Sylvie FERNOY

(1) Vincent Jauvert, *Les intouchables d'État*, Bienvenue en Macronie, Robert Laffont, 2018

Histoire du peuple

L'histoire populaire est à la mode. Le dossier que lui consacre la revue nantaise Place Publique permet de s'interroger sur les enjeux d'un traitement de l'histoire parfois accusé de déboulonnage de l'histoire nationale.

Qu'entend-on par « histoire populaire » ? Dans un long entretien, les historiens Michelle Zancarini-Fournel, qui a publié en 2016 *Les luttes et les rêves*. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours et Gérard Noirel, l'auteur de *Chocolat*, qui doit tour publier une histoire populaire de la France cette année, s'expliquent. Pour Gérard Noirel, les limites de l'objet sont difficiles à définir, mais il y a « une extension des définitions avec toutes les formes de domination ». Cette histoire ne sera pas écrite de la même façon si elle vise simplement à « rendre visibles des choses invisibles » ou bien à « aider les classes populaires dans leur propres combat ». Mais peut-on assimiler les dominants au peuple, questionne Place Publique ? « le « peuple » est un mot polysémique, à géométrie variable », répond M. Zancarini-Fournel. Les deux historiens se défendent de faire de la contre-histoire, même s'ils placent leur travail dans la lignée de l'Histoire populaire des États Unis d'Howard Zinn, dont il est longuement question

dans le dossier. Pourtant, soulignent les historiens Alain Croix et Didier Guivarc'h, « Aux tenants d'un roman national, plus ou moins hagiographiques, s'opposent les tenants d'un récit ouvert aux plus humbles, aux oubliés d'une histoire qu'ils ont pourtant marqué de leurs luttes et de leurs rêves ». Pour illustrer ce changement de perspective, ils donnent l'exemple de la date de 1532. Pour l'historien c'est celle de l'édit d'union de la Bretagne à la France. Mais pour le peuple nantais, c'est celle de « la plus terrible famine qui ait jamais frappé la ville ».

Au delà des polémiques, il reste que l'histoire populaire est une pratique locale vivante et ancienne comme le montrent plusieurs articles, superbement illustrés, consacrés à la mémoire ouvrière de la Basse Loire.

L.L.

Place Publique n° 65, Hiver 2017/2018 www.revue-placepublique.fr

Foucault chez les Pères de l'Église

Il y 42 ans (!), je rendais compte dans ce journal du premier tome de l'*Histoire de la sexualité* de Michel Foucault, ce qui me valut l'avantage d'une longue conversation avec l'auteur, en compagnie du regretté Arnaud Fabre. Durant celle-ci, Foucault nous parla longuement des lectures qu'il faisait alors des Pères de l'Église, dans le but de poursuivre un projet qui allait s'avérer complètement remanié par rapport à son premier plan de travail. Il semble bien que c'est sa recherche, sans cesse mieux documentée, qui commanderait de nouvelles problématisations, celles qui apparaissent dans la publication du quatrième tome. Ses lectures lui avaient notamment indiqué qu'il y avait erreur à opposer un paganisme aux mœurs tolérantes à un christianisme rigoriste. Dès le IV^e siècle avant JC, il apparaît clairement que l'activité sexuelle doit être rigoureusement régulée. D'autre part, les premiers penseurs chrétiens seront dépendants de leurs prédécesseurs païens. Les premiers Pères de l'Église du second siècle chrétien reprendront «sans modifications essentielles» le régime de conduite des philosophes «défini en fonction du mariage, de la procréation, de la disqualification du plaisir et d'un lien de sympathie respectueuse et intense entre époux». Sans doute avaient-ils à fonder une doctrine élaborée, à partir de quelques données scripturaires (notamment des épîtres de Saint Paul), mais il fallait, en quelque sorte, que celle-ci prenne chair et densité en se confrontant à ce que la sagesse des païens offrait de plus solide.

Il faudra que l'expérience chrétienne se prolonge et s'approfondisse pour que les Pères de l'Église s'affranchissent des philosophes et changent complètement de paradigme. Pour signifier cette modification décisive, Foucault use de formulations admirablement frappées : «D'un mot, on peut dire que l'acte sexuel dans le monde antique est pensé comme «bloc paroxystique», unité convulsionnelle où l'individu s'abîmait dans le plaisir du rapport à l'autre, au point de mimer la mort. De ce bloc, il n'était pas question de faire l'analyse, il fallait simplement le replacer dans une économie générale des plaisirs et des forces. Ce bloc a été dissocié, dans le christianisme, par des règles de vie, des arts de se conduire et de conduire les autres, des techniques d'examen ou de procédures d'aveu, par une doctrine générale du désir, de la chute, de la faute, etc. L'unité, pourtant, s'est recomposée, non plus autour du plaisir et de la relation, mais du désir et du sujet.

On comprend qu'une telle analyse est à mille lieux des simplifications et des mots d'ordre qui ont couru ces dernières décennies à propos d'un christianisme étranger à la corporéité et à la sexualité. Dans l'histoire de la pensée, nous disait-il à Arnaud Fabre et à moi-même, personne ne s'est plus intéressé au corps que les chrétiens, d'autant plus que pour eux, il est appelé à la Résurrection. Mais il est vrai, en revanche, qu'on assiste avec eux à l'émergence d'une «analytique du sujet de la concupiscence». Analytique qui s'exprime en premier lieu dans le développement d'un discours. Un discours non pas philosophique, mais dirait-on aujourd'hui clinique à condition de bien comprendre que l'on n'est pas dans le registre freudien mais

dans celui de l'expérience spirituelle et ascétique du monachisme.

On pourrait peut-être parler d'approfondissement subjectif, mais en précisant de quoi il retourne vraiment : vigilance ininterrompue sur soi-même, ses pensées, leur cours spontané, leur mouvement insidieux. Il s'agit de détecter ce qu'il y a «au fond de l'âme et qui s'y cache à la fois parce qu'il s'agit des tout premiers mouvements de l'âme, tellement tenus encore qu'ils risquent d'échapper au regard si l'on n'y porte une attention aigüe et parce qu'il s'agit des tentations du Séducteur qui se dissimulent sous des apparences trompeuses.» Ce qui est décrit ainsi ne vaut pas que pour la période patristique et celle de la naissance du monachisme, car les mêmes procédures vont s'étendre dans l'ensemble du corps ecclésial et cela jusqu'à nous. Il s'agit de lire la dernière exhortation apostolique du pape François pour s'en convaincre. On y retrouve le même souci des âmes, jusqu'à l'affrontement avec le Séducteur, qui demeure, pour le chef de l'Église catholique, au cœur de la vie intérieure du chrétien. Ne retrouve-t-on pas pareille exigence dans les exercices spirituels de Saint Ignace de Loyola, auquel il doit toute sa formation spirituelle ? Tout pourrait se résumer dans une autre formule de Michel Foucault : «A tout le moins, par rapport aux religions grecques et romaines, le christianisme a imposé à ses fidèles une obligation de «dire vrai» sur eux-mêmes infiniment plus impérieuse dans sa forme et plus exigeante dans son contenu.» Et cette exigence de vérité se rapporte à la chair et à la sexualité.

Ce quatrième tome de l'*Histoire de la sexualité* était demeuré dans les archives de Michel Foucault, mais il précède la rédaction des deux tomes qui parurent au moment de sa mort et qui concernaient l'expérience gréco-romaine des *aphrodisia*. Gallimard, l'éditeur, a décidé sa publication malgré les imperfections du manuscrit, suite à l'autorisation des ayants-droit. On ne peut que se féliciter d'une telle initiative qui nous permet d'accéder à une œuvre remarquable en tous points. L'étendue des lectures de Michel Foucault est considérable. On ne peut qu'admirer ce parcours sans fautes, car je doute que les spécialistes en patristique le prennent en défaut, aussi bien dans la connaissance précise des textes que dans leur interprétation. Le philosophe-historien s'est mis à l'école des Pères de l'Église avec une exigence de rigueur totale. A aucun moment, on ne peut déceler chez lui une intention polémique, un ressentiment quelconque. Il s'agit pour lui d'aller au plus près de la vérité de ceux qui précisément voulaient faire la vérité de toute leur âme. A certains égards, par rapport au grand Peter Brown qui domine le sujet de très haut, il aborde d'autres domaines, met à jour d'autres coordonnées. Au bout du compte, nous nous trouvons devant sa troublante énigme personnelle. Cet homme si épris de vérités et qui correspond au type même du scholar loué par Blandine Kriegel est aussi l'hyper sceptique qui ne reconnaît pas la Vérité. Est-il possible que ce penseur qui fréquentait les plus grands explorateurs de l'âme n'ait pas adhéré à ce qu'ils révélaient du mystère profond de l'homme ?

Gérard LECLERC

Michel Foucault, *Les aveux de la chair*, NRF Gallimard, édition établie par Frédéric Gros.



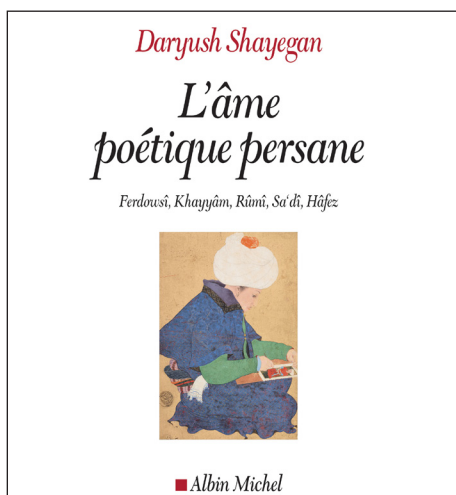
Daryush Shayegan

C'est sur le terrain philosophique que l'on connaît plutôt Dariush Sayegan. Immense disciple de Henry Corbin (1903-1978) récemment disparu ; on lui doit en particulier un ouvrage sur cet important penseur du XX^e siècle, spécialiste entre autres de Heidegger et de l'Islam spirituel. Cependant tous ceux qui connaissent un peu l'Iran savent combien la poésie iranienne est profondément liée à la mystique de cette civilisation plusieurs fois millénaire.

Revenu depuis peu sur le devant de la scène du concert des nations, l'Iran après les années sombres qui suivirent la révolution islamique de 1979 suscite la curiosité tant son histoire, sa culture, ses arts et sa littérature représentent un patrimoine considérable. D'abord publié en persan cet ouvrage éclaire philosophiquement le rapport qu'entretient l'homme iranien avec sa poésie. Nous connaissons bien en France tout ce trésor et régulièrement des ouvrages nous font entrer avec art et passion dans cet univers. Déjà en 2016 Jean-Pierre Ferrini avait publié « le grand poème de l'Iran » et ceux qui suivent Leili Anvar sont les familiers de ce trésor poétique, littéraire et mystique qu'est la poésie persane.

Dariush Shayegan décrit son entreprise comme « une phénoménologie de la conscience de l'homme persan dans son rapport avec les cinq grands poètes ». Chacun de ces cinq poètes principaux caractérise cinq modes d'être ou « temps de présence ». Avec Ferdowsî, il s'agit du temps narratif de l'épopée telle qu'elle est décrite dans le « Shana-meh » ou livre des rois qui relate

l'histoire très ancienne de l'Iran pré-islamique. Shayegan montre bien en particulier la filiation qui existe entre Ferdowsi et Sohrawardi, le penseur de l'illumination dans la quête de l'homme parfait telle qu'elle sera théorisée par un Mollah Sadra, c'est-à-dire le passage d'une épopée héroïque en une épopée mystique. Chez Rûmi et Hâfêz « la dialectique de l'amour est un passage de l'amour humain à l'amour divin ». Omar Khayyam, astronome et mathématicien, articule sa dialectique entre une démystification du monde et la « ressouvenance continue de la finitude des choses ».



Sa'dî, poète et moraliste théorise le comportement social dans une pédagogie qui ménage toutes les réalités politiques et métaphysiques.

C'est en métaphysicien que Shayegan nous fait entrer dans les mystères de ces grands poètes que même l'homme de la rue connaît par cœur, ce qui ne cesse d'étonner le voyageur occidental et il n'est pas indifférent que Shayegan se soit également intéressé à Proust dont l'œuvre est de part en part métaphysique.

Marc HEDELIN

Ferdowsî, Khayyâm, Rûmi, Sa'dî et Hâfêz
Daryush Shayegan, L'âme poétique persane,
Albin Michel, novembre 2017 (208 p.)

Skripal

Jivoï ! Il est vivant ! Jacques Blangy avait annoncé la mort du colonel russe Sergueï Viktorovitch Skripal (voir *Royaliste* numéro 1142, page 10), suite à l'empoisonnement mystérieux dont il avait été victime à Salisbury. Plusieurs lecteurs se sont émus de la publication de cette fausse nouvelle.

Une Commission d'enquête interne a été immédiatement réunie et notre collaborateur, longuement interrogé dans la cave, a invoqué une hallucination due au battage médiatique. Sergueï Skripal était donné mourant, il n'aurait fait qu'anticiper l'issue fatale provoquée par le terrible poison. La Commission a jugé que ces explications ne tenaient pas la route et travaille actuellement sur plusieurs hypothèses de manipulation.

1/ La piste russe : le *Federalnaïa Sloujba Bezopasnost* (FSB) annonce à Blangy (de son vrai nom : Anatoli Petrovitch Bardatchny) la mort de Sergueï Viktorovitch pour énerver la reine d'Angleterre, qui demande la rupture des relations diplomatiques avec Moscou et l'arrestation de tous les mafieux russes installés à Londres.

2/ La piste américaine : agent dormant de la CIA, Blangy aurait diffusé la fausse nouvelle pour discréditer la rédaction de *Royaliste* auprès du FSB et de Vladimir Poutine.

3/ La piste allemande : le *Bundesnachrichtendienst* (BND) refile un tuyau crevé à Blangy afin de provoquer une crise au sein de la rédaction de *Royaliste* et la prise en main du journal par une équipe acquise aux vues de Berlin sur le carcan monétaire et l'austérité budgétaire.

Le départ précipité de Jacques Blangy pour le Turkestan oriental laisse les enquêteurs perplexes.



Roumanie, le 28 mars : La curatrice du trône de Roumanie, la princesse Margarita, a été invitée officiellement à s'exprimer devant le Parlement roumain. Dans un discours aux députés présents dans l'hémicycle, largement applaudi, la fille aînée du **roi Michel I^{er}**, a marqué son soutien à la réunification de la Moldavie avec la Roumanie, rappelant que « l'ancienne monarchie, et encore plus son père, avait été le symbole de cette unité ».

Japon, le 31 mars : Le gouvernement japonais a annoncé que le couronnement du prochain empereur aurait lieu le 22 octobre 2019. C'est à ce moment que sera connu le nouveau nom de règne du prince héritier **Nahurito**.

Royaume-Uni, le 31 mars : Le prince Charles de Galles a délivré un message appelant «à libérer les chrétiens, les juifs et les musulmans de l'emprise barbare de ceux qui déforment la foi». Le duc de Cornouailles a ajouté que «ceux qui sont persécutés pour leur religion ne devraient pas être oubliés (...). Il s'agit là du premier message de Pâques officiel enregistré par le prince héritier de la couronne britannique.

Brésil, le 3 avril : Suite à l'appel du prince Dom Bertrand d'Orléans-Bragance à prendre «les rues du nord au sud du pays», les monarchistes brésiliens ont manifesté par milliers contre la corruption. Héritier de la couronne impériale et issu de la ligne Vassouras, le prince a déclaré que la restauration de la monarchie était la seule solution viable aux maux du Brésil.

Frédéric de NATAL

Souscription 2018

Chers lecteurs,

Depuis le 1^{er} février, *Royaliste* est la seule publication explicitement royaliste de France ! À cette date, en effet, l'Action française publiait son dernier numéro, l'éditorialiste de ce journal justifiant cette décision par des difficultés financières devenues insurmontables au fil du temps.

La situation de *Royaliste* est à peine plus reluisante, elle lui permet tout au plus de paraître tous les quinze jours. Si cela est encore possible, c'est d'abord à vous, chers lecteurs, que nous le devons : le taux de réabonnement de notre journal reste exceptionnel – signe que son contenu répond à vos attentes. C'est, ensuite, parce que vous l'avez toujours soutenu par vos encouragements et vos dons. C'est enfin parce que, à chaque fois que nous avons rencontré des difficultés, nous avons su prendre les décisions qui s'imposaient : renoncer à la distribution en kiosques, réduire le format du journal et par conséquent la taille des articles. Faute de moyens, la mise en page, l'impression et le routage sont réalisés par une équipe de militants. Toutes ces évolutions nécessaires quant à la gestion et à l'administration de *Royaliste*, ne se sont pour autant jamais faites au détriment de la qualité du journal, ni sur le fond ni sur la forme, de l'exigence de rigueur et de notre indépendance.

Depuis quelque temps, l'équipe de rédaction se renouvelle, se diversifie, rajeunit, a des projets de développement plein ses cartons, notamment le lancement d'une grande campagne d'abonnement, la refonte de la maquette, la formation des rédacteurs à la mise en page et la nécessité de créer une complémentarité entre le journal et le site. Nous estimons à 12 000 € le budget nécessaire pour mener à bien tous ces projets, et assurer la pérennité de *Royaliste*. Pour relever ce défi, nous ne pouvons compter que sur vous ; c'est pourquoi, cette année encore, nous faisons appel à votre générosité, certains que vous saurez y répondre.

Pour donner, faites un chèque à l'ordre de "N.A.R." en précisant "pour le souscription" ou aller sur notre site : <http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Nous vous remercions à l'avance et vous prions de croire à nos meilleurs sentiments.

Yvan Aumont, Bertrand Renouvin, Nicolas Palumbo

Mercredis de la NAR - Pas de réunions les 18 et 25 avril. Le 2 mai : **Gilles Richard** - Les droites en France

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Rédacteur en chef
Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Feu sur le Parlement !

La frénésie réformatrice de l'exécutif ne pouvait pas épargner nos institutions. Le texte présenté par le Premier ministre le 4 avril a d'abord été analysé par la presse comme une réforme plus symbolique qu'historique. Pas historique, c'est certain. Pas symbolique, cela reste à voir. Les quotidiens *L'Opinion* et *Le Monde*, qui se sont procurés l'avant projet de loi constitutionnelle transmis en Conseil d'État, n'hésitent pas à affirmer que les droits du Parlement vont être «bridés» et «contraints». Les tenants de la rigueur budgétaire aiment tailler dans les effectifs. Les parlementaires n'y échapperont pas. Leur nombre sera réduit de 30 %. La nouvelle répartition, a assuré Edouard Philippe, «se ferait dans des conditions qui garantissent la représentation de tous les départements et territoires», ce que conteste le président du Sénat, qui bataille par ailleurs ferme contre la limitation du nombre des mandats, également inscrite dans la réforme. Privilégiant la défense du «bout de gras» des élus, il joue au maquignon avec le gouvernement. Le projet de réforme peut d'ailleurs s'analyser comme un subtil compromis entre la volonté de respecter les engagements du candidat Macron et la nécessité de trouver un accord avec le Sénat pour espérer une adoption par le Congrès et éviter le recours à la procédure, toujours périlleuse du référendum.

«La copie doit être améliorée», s'est contenté de déclarer Gérard Larcher au *Figaro*. Son opposition devrait pourtant être totale contre un texte qui renforce un peu plus la primauté des députés sur les sénateurs en permettant à l'Assemblée nationale de statuer définitivement sur la dernière version du texte votée par elle», en cas d'échec de la commission mixte paritaire. Le gouvernement se réserve même le droit de déclarer recevables, ou pas, les amendements déposés par le Sénat. C'est l'esprit même du bicaméralisme qui est mis à mal avec ce projet.

Le rôle des députés n'en sort pas pour autant renforcé. Pour s'arroger plus de pouvoirs, le gouvernement veut étendre le champ des textes qu'il peut inscrire prioritairement à l'ordre du jour aux «textes relatifs à la politique économique, sociale ou environnementale

déclarés prioritaires par le gouvernement». Efficacité et rapidité guideront le travail des parlementaires qui devront légiférer davantage en commissions. Le vote du budget sera réduit de 70 à 50 jours. Le droit d'amendement n'est plus limité comme cela était prévu initialement, mais les amendements devront être en lien direct avec le texte proposé, et de «portée normative».



Michel Debré avait introduit dans nos institutions le parlementarisme rationalisé. Emmanuel Macron invente le parlementarisme ratatiné.

D'autres dispositions du projet de réforme sont en contradiction avec notre modèle républicain de démocratie représentative : la possibilité de saisir par voie de pétition la Chambre de la participation citoyenne qui remplacerait l'inutile Conseil économique social et environnemental ; la définition large de la responsabilité pénale des ministres qui pourraient être mis en cause pour leur inaction et jugés par des magistrats et non des politiques après la suppression de la Cour de Justice de la République.

L'introduction dans la Constitution de la notion de spécificités liées à l'insularité de la Corse, et du «droit à la différenciation» s'inscrivent dans le droit fil des remises en causes de la nation liées à la course à l'échalote européenne.

L'introduction d'une dose de proportionnelle ne mettra certes pas en cause la stabilité de nos institutions. Mais ce n'est pas avec ce cache-sexe qu'on rétablira une vraie représentation de nos concitoyens, ce que permettrait, sans nuire à la stabilité des institutions, l'élection d'un Sénat au scrutin proportionnel.

La réaffirmation de la responsabilité gouvernementale donnerait pour sa part aux élus le pouvoir d'exercer pleinement leur rôle de représentants de la nation. Nos institutions n'ont pas besoin d'être réformées pour donner les mains libres à un gouvernement poursuivant un projet européiste et libéral contraire aux aspirations et aux intérêts du peuple français. Elles ont besoin d'être rétablies dans leur esprit tel qu'il a été défini en 1958 et en 1962.

Laurent LAGADEC